

## EDITORIAL



Par  
**Paul Paboëuf**  
Secrétaire fédéral à la Formation  
Président de Démocratie & Projets 56

### La droite et la décentralisation : un jeu de dupes

Voilà un an que le gouvernement a fait voter sa loi pompeusement intitulée "libertés et responsabilités locales", présentée comme une nouvelle étape de la décentralisation initiée par la gauche dans les années 80, et combattue alors par la droite. Le premier effet de cette "décentralisation Raffarin" a été de rendre méfiants des Français qui, jusqu'ici, avaient une vision positive. Aujourd'hui, derrière le nom ronflant, la réalité apparaît clairement : des compétences nouvelles à exercer par les collectivités locales avec moins de ressources.

Ainsi les dotations de l'Etat, notamment pour les communes, n'ont même pas suivi l'inflation ; notre "pouvoir d'achat" a donc baissé. Les Conseils généraux se sont vus transférer le dispositif du RMI sans obtenir la compensation intégrale des dépenses. Et bien sûr, pas un centime pour répondre à l'accroissement du nombre des RMistes, conséquence de la politique de l'emploi, de la politique de chômage, devrait-on dire.

La loi prévoit aussi le transfert des TOS (personnels non enseignants) aux Départements (collèges) et aux Régions (lycées). Au-delà des fonctionnaires titulaires, le cas des contractuels et des emplois aidés (CES, CEC) n'est même pas pris en compte ; pourtant, les établissements ne peuvent fonctionner sans ces personnels. Ce transfert va aussi générer des inégalités entre Régions et Départements. Le collégien du Morbihan aura-t-il les mêmes moyens que le collégien des Yvelines ou des Hauts-de-Seine ?

D'autre part, deux décisions récentes illustrent de façon exemplaire la décentralisation vue par la droite. La SNCF constate que les trains corail interrégionaux sont déficitaires et qu'il faut, pour réaliser des économies, fermer ces lignes "trop coûteuses", à moins que les Régions ne prennent en charge les dépenses... L'Etat, en principe, garant de l'égalité des citoyens pour l'accès aux services publics, se défait sur les Régions.

A quelques jours des journées du patrimoine - initiées par Jack Lang - il faut aussi rappeler que l'Etat souhaite transférer aux collectivités une bonne part des Monuments Historiques. En attendant, il gèle les crédits de paiement sur des restaurations pourtant programmées, mettant ainsi en danger les entreprises spécialisées dans ce domaine. Par exemple, la Chapelle Saint-Michel à Questembert, monument historique du XVIème siècle, devait être restaurée en 2004 ; les entreprises avaient été retenues, mais les crédits de l'Etat n'ont pas été débloqués... Et, comme Soeur Anne, nous ne voyons rien venir.

Oui, voilà la conception de droite de la décentralisation : un jeu de dupes. Il faudra désormais du temps pour réconcilier les Français avec cette belle idée.

## Pour la reconnaissance de la diversité culturelle

Réunis à Berder le 10 septembre à l'occasion de leur 5ème Université de rentrée, 120 adhérents et sympathisants du Parti socialiste ont réfléchi et débattu ensemble sur le thème "Diversité culturelle et territoires". Le Rappel dresse cette semaine une rétrospective en images de cette journée en présentant les intervenants et les sujets abordés.



☞ Dans les ateliers du matin, Josette Joubier - Directrice du Grand Théâtre de Lorient - a insisté sur les efforts à mener en matière de création, diffusion et d'accès à la culture.

Jean-Luc Masson a quant à lui ☞ présenté le Pass-Culture, inscrit dans le contrat de ville de Rennes.



☞ Christian Provost - Vice-Président du Conseil général des Côtes d'Armor - intervenait sur la question de l'accès à la culture dans les territoires ruraux. ☞



☞ Maurice Lefeuvre et Gaëlle Lecareux ont présenté le rôle d'une agence de développement culturel, à l'image de celle de Saint-Herblain (44).



☞ En clôture, Gwendal Rouillard puis Jean-Yves Le Drian ont évoqué les enjeux de la Culture dans le projet du PS pour 2007, et le rôle majeur des collectivités territoriales dans ce domaine, en particulier de la Région.



☞ La séance plénière a permis un débat sur les enjeux de la reconnaissance de la diversité culturelle dans le cadre des négociations commerciales mondiales. Jean Musitelli - en tant qu'ancien ambassadeur de France à l'Unesco et négociateur international - a particulièrement développé cet aspect de la question, notamment à travers l'exemple du secteur audio-visuel, et insisté sur le responsabilité politique de la gauche. Sylvie Robert a pour sa part évoqué les politiques d'aide à la création, notamment en présentant quelques aspects du futur projet culturel régional. ☞



## Calendrier du Congrès (national et départemental)

**Samedi 17 septembre**

Conseil national  
de dépôt des motions

**Lundi 26 septembre**

Date limite d'arrivée des motions  
chez les adhérents

**Mardi 27 septembre**

Assemblée générale de présenta-  
tion des motions - Lorient  
Cité Allende (Salle AO2) - 20h30

**Mercredi 9 novembre**

Vote sur les motions dans toutes les  
sections du département

**Samedi 12 novembre**

Congrès départemental au Fauët

**Vendredi 18**

**au dimanche 20 novembre**

Congrès national au Mans

**Jeudi 24 novembre**

Election du Premier secrétaire  
national, du Premier secrétaire  
fédéral et des secrétaires de section

**Installation des instances  
nationales et fédérales**

## Assemblée générale de présentation des motions

L'Assemblée générale de présenta-  
tion des motions se déroulera :

**Mardi 27 septembre**

**à 20h 30 à Lorient**

**Maison des Associations**

(Cité Allende - Salle AO2 - Rue Colbert)

## Pour vous informer sur le congrès du PS et les motions

Les différents cahiers de **contri-  
butions** générales et thématiques,  
ainsi que le **calendrier** du  
congrès, sont disponibles à  
l'adresse suivante :

**www.parti-socialiste.fr/  
congres2005/**

Sont également consultables sur  
le Net les sites des trois motions  
représentées à ce jour dans la  
Fédération :

**Site de la motion Hollande :**  
<http://alternativedegauche.net/>

**Site de François Hollande :**  
[www.fhollande.net/](http://www.fhollande.net/)

**Site du Nouveau Parti Socialiste :**  
<http://nouveau-ps.net/>

**Site d'Utopia :**  
[www.utopia-terre.org/](http://www.utopia-terre.org/)

## TRIBUNES DU CONGRÈS

**Durant la phase du Congrès, le Rappel propose une tribune aux porteurs de contributions et motions. Trois représentants se sont déclarés à ce jour au sein de la Fédération : il s'agit des motions de François Hollande, du Nouveau Parti Socialiste (NPS) et d'Utopia.**

### Pour une alternative de Gauche

Lors du Congrès du Mans, il revient au PS d'offrir une alternative crédible pour 2007. Première esquisse, la contribution présentée par **François Hollande** fondée sur les **valeurs de vérité, de volonté, et d'unité** (extraits).

#### 1 - Six priorités

a) **Le plein emploi** : la hausse du pouvoir d'achat sera orchestrée par une conférence salariale annuelle. La sécurisation des parcours professionnels sera garantie via l'ouverture d'un **droit individuel à la formation tout au long de la vie**, et l'institution de **contrats de reclassement** d'un an (le salarié licencié conservera son salaire et ses droits sociaux contre le suivi d'une formation). Pour les jeunes, le **contrat unique d'insertion** sera créé et les **emplois jeunes** seront réactivés. Un **chèque seconde**

**chance** sera proposé aux travailleurs de plus de 45 ans. Une négociation aura lieu afin d'harmoniser la **RTT**.

b) **L'ambition républicaine** : en matière d'éducation, un véritable service public de la petite enfance sera institué ; en matière de **logement**, nous aiderons les locataires en créant un système universel d'assurance.

c) **L'égalité réelle** : il faudra agir pour donner aux femmes les moyens de leur autonomie (égalité professionnelle, etc.).

d) **Un nouveau contrat social** : nous développerons la prise en charge de la dépendance et ouvrirons dès 2007 une négociation sur les retraites.

e) **La société écologiste** : nous développerons fortement les énergies renouvelables.

f) **La modernisation de la démocratie** repose en partie sur une nouvelle République et sur une nouvelle décentralisation.

2 - **L'Europe** : nous proposerons l'adoption d'une directive cadre sur les services publics. Pour redéfinir le projet politique européen, nous soumettrons avec le PSE l'idée d'Assises européennes sur l'avenir de l'UE (2005/06).

3 - **Le Monde** : action pour le Développement à travers la réalisation de l'objectif de 0,7 points de notre PIB ; création d'un Conseil de sécurité Economique et Social contrôlant l'OMC et le FMI.

Enfin, nous proposerons à l'ensemble de nos partenaires politiques, syndicaux et associatifs de participer, fin 2006, aux **Assises de l'Alternative** afin de définir les engagements pour 2007.

### Pour un nouveau projet socialiste Rendre la gauche possible...

Rendre la gauche possible en tirant les leçons du 21 avril 2002 et du résultat sur le référendum et en affrontant la crise économique, politique et sociale. En 2007, il nous faudra réformer, mais il nous faudra le faire avec des marges de manœuvre extrêmement réduites. C'est pourquoi il ne suffira pas d'additionner des dépenses nouvelles et des promesses généreuses. Nous devons donc reconquérir des marges de manœuvre politiques et financières indispensables à l'action. Nous partageons la sincérité de ceux qui disent que l'on ne doit promettre que ce que l'on pourra tenir. Mais ce discours ne peut être le prétexte à l'inaction.

Nous ne voulons pas d'un projet qui fasse de la résignation un pro-

gramme. Nous ne voulons pas rendre les armes avant même d'avoir mené les combats.

Pour maîtriser la mondialisation libérale, nous proposons une alternative économique de gauche porteuse de développement durable pour tous. Pour rénover la gauche, nous voulons des actions renouvelées pour la croissance et l'emploi. Face aux insécurités économiques, nous voulons conforter la solidarité, réhabiliter la protection sociale, redistribuer les richesses par l'impôt qui est à réformer mais qui doit être assumé.

Pour répondre à la crise politique (abstentionnisme, extrémisme, populisme) et convaincus que la démocratie est l'aboutissement du socialisme, nous voulons bâtir une

VI<sup>ème</sup> République laïque et sociale.

Pour nous, l'enjeu de ce congrès est de rendre à nouveau possible un projet de gauche, de redonner à ceux qui souffrent des raisons d'espérer et à ceux qui doutent des raisons de se battre.

Gagner en 2007, parce que des millions de citoyens ne peuvent plus en reprendre pour 5 ans de libéralisme avec son cortège d'exclusion et de drames individuels. Pour cela il nous faudra changer de ligne politique, l'ancrer à gauche et rassembler les socialistes.

Nous vous invitons à en débattre le 23 septembre, 20H30, à Quéven, aux Arcs.

**Emmanuelle Bénard**  
Tel : 02 97 84 70 72

### Motion Utopia

Pour Utopia, l'enjeu de ce congrès est clair : saurons-nous dessiner à nouveau un idéal fort et mobilisateur et proposer un projet porteur de valeurs humanistes ?

Nous défendons une posture radicale sur le constat d'une triple aliénation : **Aliénation au concept de croissance** : L'horizon indépassable de l'idéal socialiste serait-il réduit à guetter toutes les voies et moyens de faire augmenter à tout prix notre PIB, tout en tentant vainement d'en pallier les méfaits ? Pour nous, notre parti doit clairement arrêter de faire de la croissance du PIB une religion qui conduit fatalement à une impasse écologique et idéologique.

**Aliénation de la société de consommation** : Notre société réduit la construction de notre identité et une partie de notre socialisation à la consommation. Tout désir

est aujourd'hui transformé en besoin et l'Homme n'est appréhendé que dans sa dimension de producteur/consommateur.

**Aliénation à la "valeur" travail** : Au cœur du système capitaliste, le travail salarié constitue aujourd'hui un lien social central au service d'une logique qui recherche avant tout le profit et la rentabilité. A l'inverse des discours actuels du Parti Socialiste, nous pensons qu'il faut relativiser la place de la "valeur" travail en favorisant d'autres liens sociaux et en plaçant le Citoyen au centre de notre projet politique.

Cette triple aliénation nous conduit à proposer une **véritable rupture avec la logique d'un capitalisme inhumain et destructeur**.

Répartition des biens et des revenus, accroissement du niveau

d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, capacité à maîtriser la violence, accès et qualité des services publics, vitalité de la vie sociale et démocratique, degré d'égalité entre hommes et femmes, respect de l'environnement, maîtrise par les individus de leur temps, qualité de la vie, accès à la culture, sécurité économique... sont autant d'indicateurs qui permettent de mesurer la véritable richesse d'un pays.

**Nous souhaitons défendre le caractère diversifié des activités humaines, leurs différences, l'absolue nécessité de chacune, et le fait que toutes sont une source d'enrichissement individuel et collectif.**

**Jean-Luc Martin**  
Tel : 06 85 57 28 10

## Agriculture bretonne Le Président interpelle le Premier ministre

**Au moment de l'ouverture du Space, le Président du Conseil régional a saisi par courrier le Premier Ministre ; il l'a interpellé via six questions sur des sujets majeurs pour l'évolution et l'avenir de l'agriculture bretonne. Pour certaines, elles demeurent encore sans réponse...**

Suite à la **réforme de la PAC de 2003**, le gouvernement de Mr Raffarin avait diligenté la Mission Trédé. Celle-ci avait préconisé notamment la mise en œuvre d'un Programme Stratégique National Laitier. Le précédent Ministre de l'Agriculture en a beaucoup parlé au Space 2004. Où en sommes-nous sur ce dossier ?

La nomination d'un nouveau médiateur ne peut suffire à résoudre la crise. Il nous faut désormais un plan fort du gouvernement pour **adapter la filière laitière française**.

L'ensemble des acteurs du monde agricole mais aussi maritime pour notre région souhaite connaître la position du gouvernement sur une possible **détaxation des biocarburants** comme le font déjà certains pays européens et, plus globalement, sur le plan énergétique français dans les années à venir.

Les **agriculteurs bretons qui commercialisent des produits spécifiques (légumes, bio, herbagers)** attendent des signes forts du gouvernement leur permettant des perspectives meilleures et les assu-

rant d'un soutien financier (article 69 du texte de l'accord de Luxembourg). Aujourd'hui ces producteurs sont lésés dans le calcul des DPU et sont concurrencés par des produits issus de pays ayant opéré la régionalisation et la mise en œuvre de cet article. Le gouvernement compte-t-il adresser un signe fort à ces producteurs ?

**L'installation en agriculture** doit rester une priorité nationale. Quelles nouvelles perspectives peut-on attendre et comment mieux répondre aux nombreuses nouvelles formes d'installation ?

Nous avons à plusieurs reprises évoqué la **régionalisation des aides PAC** par une gestion plus équitable des DPU comme dans d'autres pays européens. Il nous faut absolument sortir d'une position purement défensive de la PAC. L'objectif serait notamment de mieux mettre en cohérence les instruments de la PAC avec la forte diversité de nos régions françaises, les attentes des citoyens, les impératifs économiques propres à chaque Région (en Bretagne : densité des exploitations, importance

des IAA, conséquences majeures de l'OMC...), sans remettre en cause l'intégralité de la République. Quelles sont les initiatives que le Premier Ministre souhaite prendre dans ce sens, en perspective des futures échéances européennes (budget, réformes agricoles) et mondiales (futur accord agricole à l'OMC) ?

Beaucoup de spécialistes de l'aménagement du territoire nous envient l'équilibre territorial de notre région : bon maillage territorial, vitalité du monde rural... Avec d'autres secteurs, l'agriculture et l'agroalimentaire ont fortement contribué à cette richesse. **Une remise en cause brutale et fondamentale à l'OMC des règles de la PAC serait dramatique pour notre économie mais aussi pour nos territoires.** A quelques semaines d'une échéance capitale, quelle est aujourd'hui la position que défend le gouvernement français auprès de l'UE et de l'OMC ? A t-il fixé des butoirs de négociations ? Comment compte-t-il gérer les conséquences d'un éventuel futur accord ?

## 100 jours de Villepin : un mauvais coup par semaine

Les 100 jours de Mr de Villepin ? un condensé des 1000 jours des gouvernements de droite : une autre communication, peut-être un autre style personnel, mais quelle importance ? Car cela représente exactement les mêmes choix politiques et donc les mêmes résultats... C'est en ces termes que les Secréaires nationaux Gaëtan Gorce et Eric Besson ont présenté un bilan très critique de l'action du nouveau gouvernement De Villepin dont voici quelques exemples...

♦ **Sur l'emploi** : le 4 août, le gouvernement crée un contrat "nouvel embauche" que l'employeur peut rompre sans motif pendant deux ans.

♦ **Sur le prix de l'essence** : le 16 août, le gouvernement refuse de réintroduire la TIPP flottante alors que le prix du baril du pétrole a doublé en dix-huit mois.

♦ **Sur les privatisations** : le 18 juillet, le gouvernement décide de privatiser les autoroutes. Le 7 juin, le gouvernement engage l'abandon d'EDF, après avoir privatisé GDF.

♦ **Sur le temps de travail** : le 13 juillet, le gouvernement fait adopter un amendement ouvrant le forfait jours aux non cadres.

♦ **Sur l'accès aux soins** : le 29 juillet, le gouvernement a restreint l'accès à l'Aide Médicale d'Etat (AME)

*"Sur toutes les questions économiques et sociales, on n'a pas assisté à une inversion des tendances, c'est au contraire la dégradation de la situation qui s'est confirmée, si elle ne s'est pas accélérée."*

♦ **Sur la politique énergétique** : le 13 juillet, le gouvernement promulgue une loi creuse et dangereuse sur l'Energie (menace sur la filière éolienne, l'après-pétrole non préparé).

♦ **Sur le chômage** : le 5 août, le gouvernement modifie le régime d'accompagnement et de sanction des chômeurs.

♦ **Sur le logement** : le gouvernement multiplie les annonces, mais reste sourd aux cris des familles mal-logées.

*"Sur le plan de la gestion, quelque chose de « nouveau » est en train de se développer. La droite a toujours prétendu donner des leçons d'économie, d'être bonne gestionnaire. On peut constater qu'elle ne fait même plus l'effort de faire semblant de financer les mesures qu'elle annonce."*

L'argumentaire "100 jours de Villepin : un mauvais coup par semaine" est disponible sur le site du PS : [www.parti-socialiste.fr/](http://www.parti-socialiste.fr/) ou sur demande à la Fédération (02 97 84 84 55).

## MJS Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

### Le MJS prépare son 7<sup>ème</sup> congrès

**Douze ans après la sacro-sainte autonomie, les jeunes socialistes vivront leur 7ème congrès les 18, 19 et 20 décembre prochains, un mois après celui de nos aînés du Parti. Il s'agit de choisir une majorité et une ligne politique.**

#### Recentrer l'organisation sur ses missions

Il nous faut avant tout repenser notre mission et nos pratiques. Nous n'avons pas vocation à présenter un projet aux Français dans un but électoral. Il ne s'agit donc pas durant ce congrès d'établir un plan d'actions à mettre en œuvre une fois aux responsabilités. Face à cette conception de notre mouvement, nous pouvons considérer plusieurs missions : politiser la jeunesse notamment par le débat, être son interlocuteur privilégié, porter notre analyse du monde, notre idéal de société et promouvoir des mesures améliorant le quotidien des jeunes. C'est avant tout ce débat que nous devons porter devant les militants du MJS lors de ce congrès.

#### La méthode : un préalable à l'action politique

Ensuite vient bien évidemment le débat sur le projet que nous portons

auprès de notre génération mais aussi auprès de nos aînés. Dans ce cadre, la méthode prévaut, à savoir le développement durable et la démocratie participative. Il nous faut les considérer comme un cadre dans lequel s'inscrivent nos politiques :

- le développement durable parce que l'état de notre planète et l'impératif de la solidarité inter-générationnelle justifient que l'environnement commande nos actions au même titre que la justice sociale et la démocratie ;
- la démocratie participative accompagnée d'une réforme des institutions parce qu'elle place le citoyen au cœur des décisions qui réforment l'organisation de la cité.

#### Le combat de l'égalité

Quant au projet à promouvoir, il nous faut expliquer notre conception de la société et les réformes auxquelles nous croyons pour donner du sens au combat qui est le

notre : le combat de l'égalité. Trois champs d'intervention peuvent permettre d'atteindre cet objectif : la société de l'éducation, ou comment préparer-t-on l'émancipation des citoyens de demain ; la politique industrielle, ou comment les politiques peuvent agir sur l'économie de demain et donc sur l'emploi ; le pacte républicain, ou comment la république est le cadre du "vivre ensemble". Ces trois problématiques sont directement liées au devenir des jeunes d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi le MJS doit les porter au sein de notre génération.

Loin de se satisfaire de luttes personnelles dans cette cour de récréation très sérieuse qu'est le MJS, le congrès est pour chaque militant l'occasion de décider de notre organisation et de l'idéal de société à promouvoir.

**Gwennan Melscoët**  
Animatrice fédérale

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Samedi 17 septembre - Paris**  
Conseil national du PS

**Jeudi 22 septembre - Vannes**  
Conseil fédéral - rencontre avec la CFDT

**Vendredi 23 sept. - Hennebont**  
Réunion sur la politique de l'emploi

**Mardi 27 septembre - Lorient**  
AG de présentation des motions

**Mercredi 28 sep. - Caudan**  
Réunion de section - débat sur les motions

# Actualité

## 100 jours, et après ?

On ne peut pas dire que le bilan après 100 jours d'exercice gouvernemental de Dominique de Villepin soit une réussite. Alors qu'il laissait entrevoir des lendemains qui chantent aux Français, c'est plutôt à une messe de requiem à laquelle nos compatriotes sont conviés. Non seulement la situation économique ne s'est pas améliorée, mais on peut objectivement affirmer qu'elle s'est dégradée, hormis les chiffres du chômage que le gouvernement a soigneusement triturés pour faire apparaître une baisse virtuelle. Et ce n'est rien par rapport à ce que nous annonce la droite pour un avenir prochain. La lutte au couteau qui s'est engagée entre Villepin et Sarkozy pour le leadership de la droite nous promet de joyeux lendemains et des surenchères en matière de libéralisme échevelé. Il faut dire qu'à cet égard le ministre de l'Intérieur a pris de l'avance et que ces propositions en matière de changement ont de quoi inquiéter la grande majorité de nos compatriotes. C'est à celui qui fera le plus en matière de libéralisme et de démagogie. Nicolas qui veut rompre "avec les vieilles recettes qui ont fait leur temps" souhaite "inventer un droit du travail plus simple" sur la base de la création d'un contrat de travail unique mêlant CDI et CDD, fusionner Unedic et Anpe pour renforcer les devoirs qui pèsent sur les chômeurs. Quid à ses yeux, bien sûr, des devoirs des chefs d'entreprise qui licencient à qui mieux mieux pour satisfaire des actionnaires toujours plus rapaces. Sans oublier une réforme profonde du statut des fonctionnaires et de la fonction publique pour privatiser le plus rapidement possible les fonctions régaliennes de l'Etat. Cette multitude d'assauts libéraux conjuguée à un plafonnement de l'impôt direct ne pourront conduire - si la droite arrive à mettre en application ces propositions - qu'à une transformation de la société française en société anonyme réduite à sa plus simple expression. Les tenants de l'ultra libéralisme de l'UMP tel Pierre Méhaignerie, qui ne rêvent que de revanche et de mis au pas des salariés et de leurs organisations syndicales, feraient bien de réfléchir à deux fois avant de se laisser entraîner par leurs penchants coupables.

Pour renverser la vapeur, il ne reste plus que la gauche présente et mette en œuvre une nouvelle politique économique et sociale en adéquation avec les attentes de la majorité de nos concitoyens. Ce n'est pas encore chose faite et les résultats des élections partielles sont là pour nous le rappeler. L'union des forces de gauche est plus que jamais d'actualité sauf à vouloir en prendre pour cinq ans de Sarkozy. Notre pays ne s'en remettrait pas.

*Le Cormoran*

# CENTENAIRE DU PARTI SOCIALISTE

## Retour en images sur la Fête du Centenaire

**Samedi 3 septembre, plus de 200 personnes se sont réunies à la Maison de quartier du Bois du Château à Lorient. Au programme : présentation de la brochure du centenaire et conférence sur un siècle de socialisme dans le Morbihan par François Prigent, historien à l'Université de Rennes 2. Etaient également présents à la tribune Henri Scanvic - Président du Comité du centenaire, Norbert Métairie - Maire de Lorient, Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral et Jean-Yves Le Drian - Député et Président de la Région Bretagne. Retour en image sur ce moment "historique" de la Fédération.**



A la tribune : Henri Scanvic, Norbert Métairie, François Prigent et Gwendal Rouillard ont animé la conférence devant 200 militants et sympathisants.



Jean-Yves Le Drian a conclu la conférence, évoquant notamment quelques anecdotes humoristiques relatives à l'histoire de la Fédération.



Trois livres édités à l'occasion du Centenaire du Parti socialiste sont disponibles sur demande à la Fédération (02 97 84 84 55) :



**Des Poings et des Roses** - Editions de La Martinière - Prix : 35 €



**100 ans, 100 socialistes** - Editions Bruno Leprince - Prix : 22€



**Un combat centenaire** - Claude Estier - Editions Le cherche Midi - Prix : 18€

## Réunions de sections

**Caudan -**  
**Mercredi 28 septembre**  
**à 20h30**  
Débat sur les motions

### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : [www.parti-socialiste.fr/federation.php](http://www.parti-socialiste.fr/federation.php)